

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Vote de trois
ordonnances ce jeudi

L'ordonnance n°09-01 portant loi de finances complémentaire pour 2009 et promulguée le 22 juillet dernier, sera votée le jeudi 3 septembre par l'Assemblée populaire nationale (APN). Deux autres ordonnances, l'une (n° 09-02 du 22 juillet 2009) amendant et complétant la loi 05-12 du 4 août 2005 portant code de l'eau, et la seconde (n°09-03 du 19 août 2009) relative à l'organisation et la sécurité de la circulation routière seront également votées ce jeudi, jour de la session d'automne 2009. C'est ce qu'indique un communiqué de l'APN précisant que trois commissions de l'Assemblée ont examiné, avant-hier dimanche, des projets de lois portant approbation de ces trois ordonnances, en présence des ministres des Finances, des Ressources en eau et des Transports. En outre, le même communiqué indique la validation de mandat du député RND Boudjouher Malek en tant que nouveau député à l'APN de la circonscription de Tipasa en remplacement du défunt Bouzidi Boualelem.

C. B.

Un nouveau Dg pour la PCH

Le docteur Delih a été installé, mercredi dernier, en qualité de directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, en remplacement du docteur Mansouri qui assurait l'intérim, depuis le mois de novembre dernier.

Le D^r Delih occupait auparavant les fonctions de secrétaire général de l'Agence nationale du sang (ANS).

Rappelons qu'il y a quelques jours, le désormais Dg de la PCH a animé une conférence de presse pour démentir les rumeurs faisant état du manque de médicaments au niveau de la pharmacie. Il avait aussi annoncé que la PCH allait passer à la production dans les mois à venir.

L'ambassadeur
de Turquie nous écrit

C'est avec un grand étonnement que j'ai lu l'article paru dans votre quotidien du lundi 24 août 2009, intitulé «Affaires des thoniers turcs : soupçons d'acointance MSP-AKP», signé par M. Kamel Amarni, où il est préten- du qu'il pourrait y avoir des contacts entre le parti poli- tique turc au pouvoir AKP et le parti politique algérien MSP, concernant l'affaire des pêcheurs turcs.

Permettez-moi de vous signaler que ces déclarations ne reflètent nullement la réalité, et sont le fruit d'une pure imagination.

D'autre part, je suis certain que la presse est la mieux placée pour savoir que pour diffuser une quelconque information, il est primordial d'analyser avec une extrême attention les informations recueillies et de s'assurer de la véracité des sources, d'autant plus quand il s'agit de sujets de cette envergure relatifs aux relations exté- rieures entre pays.

Ahmet Necati Bigali,

Le portail Zhoo
de Nedjma se met
aux couleurs du Ramadan

En ce mois sacré de Ramadan, Nedjma a procédé à l'enrichissement des contenus de son portail Zhoo en mettant en ligne un mini-site spécial et des produits multi- médias innovants et exclusifs qui reflètent la vie religieu- se et traditionnelle du monde musulman.

Afin de permettre à ses clients de passer ce mois sacré dans un univers alliant tradition et innovation tech- nologique, Nedjma sera présente avec des contenus Web & Wap riches et divers tels que des :

Jeu spécial Ramadan 2009 : pour un jeu acheté, un jeu sera offert au client.

Fond d'écran statique et animé «islamyat» : des produits qui reflètent les valeurs religieuses et tradition- nelles de ce mois sacré en Algérie et dans le monde musulman.

Cartes de vœux «islamyat» : avec la possibilité d'en- voyer à ses amis et ses proches des cartes de vœux conçues spécialement à l'occasion du mois de Ramadan et de l'Aïd, et ce, via le service «Send to a friend».

Contenus non-téléchargeables : Des contenus très riches tels que el sira el nabaouiya, hadith, douaâ, îbra, boukalates, recette du jour, iftar & imssak, blagues...

Avec Nedjma ghir el baraka !

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

La loi de finances pour 2010
à l'ordre du jour

Ahmed Ouyahia préside aujourd'hui, la réunion hebdomadaire du gouvernement. Une réunion pas si «routinière que ça», puisque, et selon une source bien informée, le gouvernement a inscrit à l'ordre du jour de ses travaux l'examen de l'avant-projet de la loi de finances 2010.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Un avant-projet dont les grandes lignes ont été fixées dernièrement à la présidence, à l'occasion de la séance de travail autour du secteur des finances qu'avait présidée Bouteflika. Le président a donné des instructions fermes au ministre des Finances, Karim Djoudi, et au Premier ministre, Ahmed Ouyahia», confie notre source.

«Même si la rigueur bud- gétaire a été vivement pré- conisée, le président a parti- culièrement insisté, lors de

cette réunion, sur la néces- sité absolue d'engager, dès le 1^{er} janvier 2010, son projet quinquennal proposé lors de sa dernière campagne élec- torale pour la présidentielle du 9 avril dernier.»

Déjà très remonté contre... tout le monde en raison de la non-réalisation des promesses électorales de 2004, Bouteflika «hausse le ton» à l'égard de l'Exécutif et mobilise l'astronomique montant de 150 milliards de dollars pour accompagner le fameux slogan, toujours «visible» dans les rues

d'Alger, «pour une Algérie forte et digne».

Ce programme spécial, censé transformer le pays dans les cinq années à venir, est, faut-il le rappeler, une sorte de «bonus» que la providence du marché pétrolier mondial permet au pays. Autrement dit, cette enveloppe impressionnante est à inscrire hors des tradi- tionnels circuits institution- nels, entendre la loi de finances.

C'est dire, paradoxa- lement, la complexité de la tâche du gouvernement qui doit tout à la fois confection- ner une loi de finances digne de ce nom, tout en sachant que celle-ci ne tiendra pas six mois, d'abord, avant d'être substituée par une loi

de finances complémentaire l'été prochain, ne régit pas tout à fait le secteur ensuite et, enfin, qu'elle est sujette à des «correctifs sans appel» lorsqu'elle sera soumise au Conseil des ministres.

Exactement comme cela a été le cas s'agissant de la toute dernière loi de finances complémentaire de juillet dernier, complètement «révolutionnée» par «les remarques et les sugges- tions» de Bouteflika en Conseil des ministres.

Ce qui avait donné lieu à un texte très controversé et, une première dans les annales, qui ne fait pas l'unanimité même au som- met de l'Etat, en dépit des apparences...

K. A.

PLAINTES DU RCD CONTRE OUYAHIA ET BOUTEFLIKA

Le tribunal de Bir-Mourad-Raïs dit niet

Le Rassemblement pour la cul- ture et la démocratie (RCD), qui a décidé, dès après l'élection prési- dentielle d'avril dernier, d'ester en justice et le Premier ministre Ahmed Ouyahia et le candidat Abdelaziz Bouteflika, a informé, hier, via un communiqué publié sur son site, que le tribunal de Bir- Mourad-Raïs a refusé d'enregistrer ses plaintes. Il dénonce un asser- vissement de la justice.

Sofiane Aït-Ilflis - Alger (Le Soir) - Le parti rappelle qu'il a déposé une plainte contre le Premier ministre pour diffamation après que ce dernier eut à traiter de «traîtres» ceux qui ont dénoncé le viol de la Constitution et l'instauration de la présidence à vie.

Et contre le candidat Bouteflika pour abus des biens de l'Etat pendant la campagne électorale pour la prési- dentielle d'avril dernier. Le RCD a affir-

mé que «les dépôts des plaintes allaient être normalement traités quand surgit un fonctionnaire qui arrête l'opé- ration, arguant du fait que l'identité et les fonctions des personnes concer- nées nécessitaient des consultations avant de savoir s'ils étaient acces- sibles à des poursuites judiciaires».

Un fait que le parti de Saïd Sadi n'est pas resté sans dénoncer, rappe- lons au passage que les Algériens ne se sont jamais fait d'illusion sur l'indé- pendance de la justice dans notre pays.

«Les coups de téléphone occultes instruisant les magistrats sur les déci- sions à rendre, au mépris de l'instruc- tion, dans les dossiers sensibles, les sollicitations obliques subies par le jus- ticiable et les délais interminables accablent des familles, des chefs d'en- treprise ou des citoyens demandant à être rétablis dans leurs droits», a noté

le RCD. Et d'ajouter : «Voilà que les turpitudes de l'appareil judiciaire connaissent un bond supplémentaire : le refus pur et simple opposé à un parti légal d'en référer à la justice pour cause de notabilité.»

Le RCD, qui se déclare engagé à dénoncer inlassablement les dérives, convoque pour illustration de cet état de fait la parabole empruntée à un homme politique : «Un célèbre homme politique avait promis à son peuple du sang et des larmes avant de sortir dignement de la guerre, ajoutant que tout cela était certes douloureux mais non irréversible puisque la justice était toujours garantie dans le pays.

Nous avons du sang, des larmes et, plus que jamais, une absence de justi- ce. C'est d'abord pour cela que la guer- re qui ensanglante notre peuple perdue- re.»

S. A. I.

TIZI-OUZOU

Deux blessés dans une attaque
terroriste de nuit à Azazga

Un violente fusillade a éclaté dans la soirée d'avant-hier après le f'tour, vers 20h 45, à l'est de Azazga, entre Cheurfa et Aït-Bouadda, sur la RN 78.

Les usagers de la route ont, en effet, été surpris par des rafales d'armes automa- tiques tirées depuis un talus.

«J'ai appuyé sur l'accélé- rateur pour éviter les balles traceuses fusant du côté surplombant la route», raconte un automobiliste qui affirme n'avoir aucune idée sur l'origine des coups de feu ni sur leurs auteurs et que des sources attribuent à un accrochage entre les forces de sécurité et un groupe terroriste.

Et ce d'autant plus que certains renseignements avaient fait état, dans la même journée, de mouve- ments inaccoutumés dans les parages.

En l'absence d'un bilan de ce qui s'apparente à une embuscade, les informa-

tions font toutefois état de deux blessés parmi les civils : un citoyen attablé à la ter- rasse de son balcon et l'un des voyageurs d'un fourgon de transport du village Aït- Bouadda qui s'est renversé

lors de la fusillade. Hier, un impressionnant dispositif militaire a été déployé dans cette zone, dont des forces spéciales, indiquent des sources locales.

S. H.

PAIEMENT DES IMPORTATIONS

La BEA propose une ligne de crédit annuelle

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) propose l'institution d'une ligne de crédit annuelle à ses entreprises clientes, qu'elle réunit depuis quelques jours, en fonction de leurs besoins en financement.

Des clients préoccupés par les contraintes que pose l'obligation de règle- ment des importations par crédit documen- taire (Crédoc). Des préoccupations qui portent sur les délais d'ouverture du Crédoc, son coût et son impact sur la trésorerie des entreprises.

Selon les opérateurs, non convaincus et appelant à revoir ce mode de règlement, les délais sont trop lents et les coûts impactent

négativement sur leur trésorerie. Voire le coût du Crédoc représente le triple ou plus de la valeur de la marchandise importée.

Néanmoins, la BEA reste convaincue que les dispositions de la loi de finances complé- mentaire pour 2009 sont bénéfiques et non contraignantes, arguant que le paiement dif- féré a été reconduit dans le cadre du Crédoc, que les coûts ne s'accroissent pas dans le cas d'un Crédoc non confirmé (non garanti) et où la confiance lie le fournisseur et son client, tandis que les délais vont de 0 à 7 jours.

R. N. /APS